

Message Kemira: "Ne vous faites pas embobiner comme nous !"

10 années de sacrifices pour les travailleurs. Et de cadeaux pour le capital.

Les 300 ouvriers et les employés de l'usine d'engrais Kemira à Tertre sont en grève depuis le 27 juin, contre 91 licenciements, contre la vente de la maintenance à une autre multinationale et contre la diminution des salaires. Au 34ème jour de la grève, nous avons rencontré Michel Hubert, délégué ouvriers de la Centrale Générale FGTB, et Stéphane Laitem, délégué des employés CNE (CSC).

Henri Vernon

Ce n'est pas la première restructuration à Kemira, mais aujourd'hui votre réaction est plus radicale...

Certainement. Nous ne pouvons accepter les propositions patronales. Nous avons déjà fait beaucoup de sacrifices. En 1993, plus de 50 personnes sont parties en prépension, sans être remplacées et 22 personnes ont été licenciés. En 1989, Kemira a reçu 600 millions de primes à l'investissement de la Région Wallonne pour maintenir l'emploi à 420 unités jusqu'en 1993. A ce moment, nous étions encore près de 500 personnes. En fait, la Région a soutenu un investissement de rationalisation. Au niveau du pays, cette rationalisation allait de pair avec la fermeture de Marly à Vilvorde et du siège de Willebroek.

Aujourd'hui, la direction exige une nouvelle ponction de 170 millions sur la masse salariale, soit par des diminutions de salaire, soit par des licenciements.

Vous battez-vous pour le maintien de tous les emplois?

C'est notre rôle comme syndicat, mais vu les rapports de force actuels, nous essayons de limiter les dégâts. En réduisant au minimum le nombre de licenciements, en augmentant au maximum le nombre de prépensionnés et en combattant énergiquement la vente de la maintenance à Asean Brown Boveri. Lequel de cette façon aurait les mains libres pour présenter ses services à d'autres usines dans la région.

Cette dernière revendication ne devrait-elle pas être un point de ralliement pour les autres travailleurs du zoning?

Oui, le danger est réel qu'Asean Brown Boveri, ayant fait son entrée à Kemira, soit invité par les autres entreprises du zoning pour reprendre les travaux de maintenance aux meilleurs prix. Cela signifiera des licenciements des services de maintenance propres à chaque usine.

Dans notre situation, 12 emplois seraient sauvés, mais à terme des dizaines d'emplois supplémentaires risquent de se perdre ailleurs. C'est un vrai cheval de Troie.

Le tout est de les obliger à payer

Que pensez-vous de la revendication des 32 heures avec embauches compensatoires sans perte de salaires?

C'est un beau rêve, mais le mouvement contraire se produit chez nous. Nous travaillons actuellement 38 heures par semaine en moyenne. Dans la pratique cela revient à des semaines de 40 heures et 15 jours de récupération. Pendant les négociations, la direction a mis sur le tapis la diminution du nombre de jours de récup de 15 à 8 jours. Le congé d'ancienneté est réduit de 4 à 2 jours en moyenne. Cela revient à une prolongation de la durée de travail au-delà des 39 heures par semaine. Inacceptable dans une région où le taux de chômage s'élève à 34 %. Kemira International a assez d'argent pour maintenir l'ensemble des emplois, le tout est de pouvoir les obliger à payer. Cette restructuration fait partie d'une



«Nous aurions dû refuser toute concession dès le début», disent les délégués de Kemira.

grande opération qui vise la seule rentabilité financière.

La direction invoque le contrat désavantageux avec Distrigaz. Kemira paye le gaz naturel plus cher que ses concurrents hollandais.

Distrigaz serait prêt à diminuer le prix au niveau du contrat de 20 ans qu'il a conclu avec BASF. A condition que Kemira signe un contrat d'une durée minimale de cinq ans. Par rapport au prix actuel, ce contrat signifierait une économie de 90 millions par an. Mais Visser (PDG du groupe) a refusé; il veut se lier au maximum pour trois ans. Nous en concluons que cette restructuration fait partie d'une grande opération de concentration au niveau mondial. Dans laquelle l'existence du site de Tertre n'est pas garantie au-delà de 1996.

Le tableau pour les graphiques des accidents dans l'usine est devenu trop petit

Les trois restructurations précédentes vous ont amenés à tirer des conclusions sur la tactique patronale?

En fait, il faut dire que nous aurions dû refuser toute concession dès le début. Nous avons accepté une certaine polyvalence et davantage de flexibilité, nous avons négocié des licenciements et des prépensions pour limiter les dégâts.

Aujourd'hui, nous constatons que les statistiques des accidents de travail montent en flèche avec des incapacités de travail de deux à trois mois. Le tableau avec les graphiques des accidents dans l'usine est devenu trop petit, la ligne se dessine sur le mur à la craie. Toujours en montant.

Le travail est dur, parce qu'assez malsain. Les quinze dernières années, il y a eu trois accidents mortels...

Alors, il y en a qui disent que nous avons connu des années faciles, et que maintenant le temps des sacrifices est arrivé. Mais pour la classe ouvrière le temps des sacrifices a toujours été d'actualité. Des gens prépensionnés, j'en connais trois qui souffrent d'une maladie qui ressemble fort à la silicose. Ils essayent de se faire reconnaître comme malades professionnels.

Des sacrifices salariaux nous en avons déjà faits pour au moins 25 frs à l'heure. Dans les négociations pour les conventions collectives, nous nous sommes modérés à chaque coup pour permettre que des licenciements soient remplacés par des prépensions. Alors, le patron dit que les prépensions sont trop chères, mais c'est avec nos salaires qu'elles ont été payées et ce sont les emplois de nos enfants qui ont disparu !

Quel message voulez-vous transmettre aux travailleurs d'autres usines ?

D'abord, qu'ils doivent faire gaffe

et ne pas se faire embobiner comme nous les années précédentes. Ensuite, il est urgent qu'ils comprennent que nous ne nous battons pas seulement pour nous-mêmes. Nous nous battons contre la sous-traitance, qui détruit l'emploi partout. Nous nous battons contre la flexibilité. Cela aussi est un combat de toute la classe ouvrière. Cette épreuve de force nous pouvons la gagner.

(* A l'heure ou nous mettons sous presse, sous menace d'une astreinte de 100.000 frs. par jour et par travailleur l'alimentation en gaz de l'unité Sedema a dû être rétablie.

Témoignez votre solidarité !

Envoyez vos motions de solidarité aux délégations syndicales FGTB-CSC de Kemira Tertre, Rue de la Carbo, 7333 Tertre
Tél. 065/71.22.11.

Les ministres PS : licenciements "en douceur"

Les ministres Di Rupo (PS), Urbain (PS) et Liénard (PSC) prônent une restructuration à mener „en douceur“.

Comment peut-on ainsi enjoliver la perte de, ne fût-ce qu'un seul emploi dans une région sinistrée comme le Borinage ! Chaque prépensionné qui n'est pas remplacé, est un chômeur en plus. Aucun plan "Objectif 1" ne peut rendre à la classe ouvrière du Hainaut les milliers d'emplois que les capitalistes

ont détruits. Par contre, l'introduction des 32 heures avec embauches compensatoires payées par les capitalistes peut créer 340.000 emplois. Pas de politique "douce" à l'égard des capitalistes, il faut faire payer les riches ! La lutte pour l'emploi est une lutte classe contre classe. Les travailleurs de Kemira ne se feront pas bernier ni par le patronat, ni par leurs porteurs d'eau.

